Zeitschrift: Zivilschutz = Protection civile = Protezione civile
Herausgeber: Schweizerischer Zivilschutzverband
Band: 47 (2000)
Heft: 7-8

Rubrik: Voix Suisse romande

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 11.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Edito romand

Si grand... si beau!

Le canton de Vaud est un canton extraordinaire. Pas seulement pour sa Venoge, son Dézaley, sa «Brouette», ses préfets tout en rondeur, sa Tour de Gourze, ses rebibes et ses conseillers d'Etat en frac, mais aussi parce qu'il a sa protection civile. Elle aussi, comme lui: unique, enfin, il le croit.

Pourtant, depuis un peu plus de cinq ans, le canton de Vaud, avec un art consommé de la diplomatie, préservant le veau, la vache, le lait, la laitière et parfois même la laiterie a réussi un tour de force: la régionalisation de sa PCi. Et dire que personne n'y croyait! Pensez un instant: comment rassembler 384 communes (et autant de clochers) en 21 régions? Le «ouai» est admiratif, presque contemplatif; de la belle ouvrage.

Oh!, il a bien fallu que le Conseil d'Etat se fâche, un peu, pour qu'Orbe et Yverdon rejoignent l'ensemble.

Finalement, tout le monde est content de l'opération. A l'exception de quelques communes, on peut dire que la PCi vaudoise coûte moins cher, qu'elle est plus efficace et plus proche de la population. Elle le démontre souvent. Que ce soit à l'occasion de Lothar, du Tir fédéral à Bière ou, plus récemment encore, lors de l'étape du Tour de France en ville de Lausanne.

Une adaptation à la future Protection de la population ne sera presque qu'une formalité. A condition toutefois que l'ensemble des partenaires accepte les règles du jeu.

Enfin, c'est parce que le rédacteur est originaire du canton de Vaud qu'il voulait lui «tirer sa plume»; mais surtout, parce qu'il fallait bien l'écrire, cet éditorial d'été.

René Mathey

Maintien d'un patrimoine

Sur l'Alpage de Sorniot

Depuis bientôt cinq ans, l'OPC de Fully mobilise ses troupes pour rénover les habitations, étables et sentiers de l'Alpage de Sorniot, à raison d'une semaine par année.

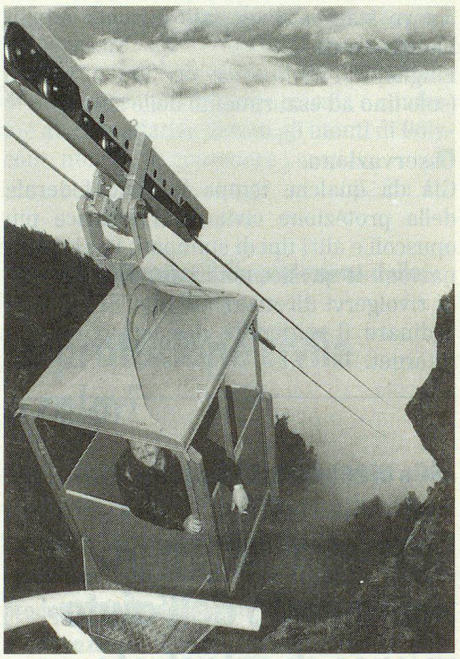
RENÉ MATHEY

Tout commence dès potron-minet. Il s'agit de ne pas rater la benne qui permettra de franchir les deux cents derniers mètres conduisant à l'Alpage de Sorniot, à quelque 2000 mètres d'altitude.

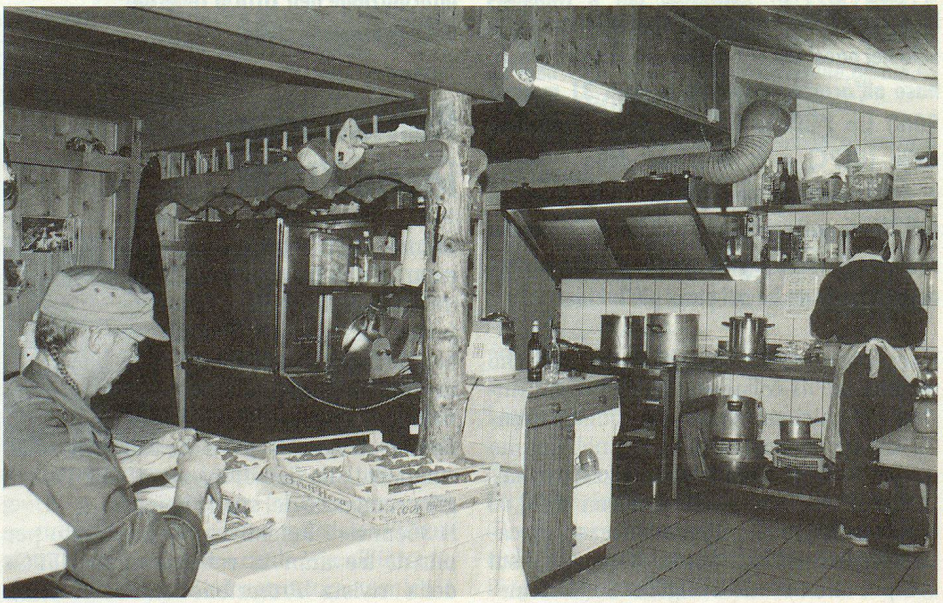
Comme le veulent les prescriptions du téléphérique appartenant à EOS, chacun signe une décharge pour le cas où... A ce stade, on se prend à s'interroger sur la validité d'un tel papier, d'autant qu'EOS facture 150 francs par benne, pour tout transport effectué sur ce tronçon (!). Pis, pour le prix, on n'est même pas assis. Mais foin de «mesquineries»; le site est magnifique et c'est plus rapide qu'à pied.

L'Alpage de Sorniot forme une espèce d'immense cuvette avec un lac en son centre. L'effet d'optique procuré par un air saturé d'humidité fait exploser les couleurs de la gentiane. Tandis qu'un petit vent frais balaie quelques bancs de brouillard, les corneilles s'en donnent à cœur joie. Plus loin, Edvin Roduit, chef OPC de Fully, fulmine. Visiblement son «tracasset» s'enrhume. Plus haut, dans la falaise, on aperçoit l'entrée d'une grotte; c'est un ancien cantonnement qui a fait, pendant longtemps, les délices des troupes de montagne. Au loin, de l'autre côté du lac, on distingue l'ancienne caserne, transformée en colonies de vacances et, à ses côtés, les étables. Devant, le chalet des bergers, utilisé comme cantonnement pendant la semaine de travail de la protection civile. En effet, pour ne pas perdre de temps en d'inutile aller et retour avec la vallée, ce qui représente tout de même un trajet de deux heures, toute la troupe loge sur place.

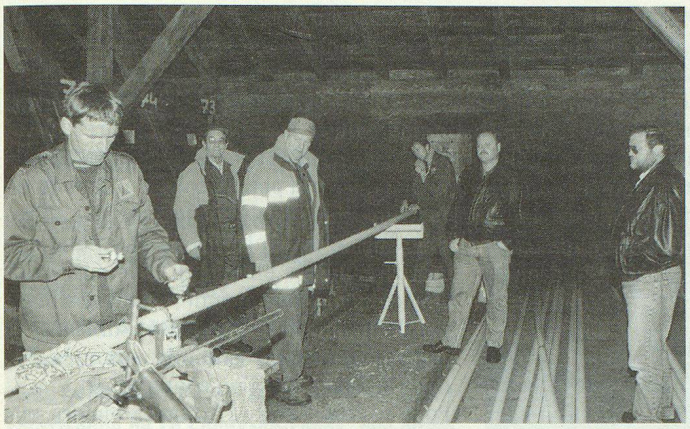
Ajoutons encore que le site de Sorniot voit l'estivage de quelque 150 têtes de bétail



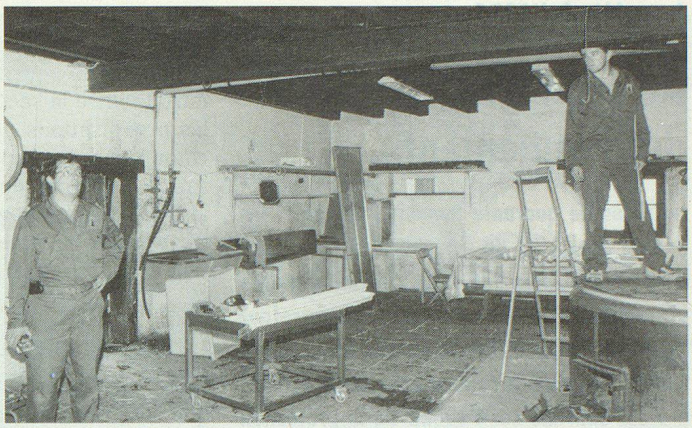
Christian Rey, président de la section valaisanne, prend de la hauteur.



L'équipe de cuisine.



Edvin, François, Christian, Samy et les autres.

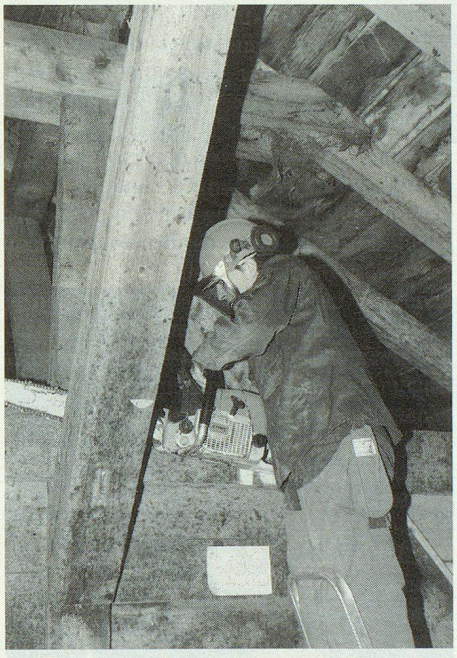


Réfection de l'installation électrique de la laiterie.

par saison et qu'il est éminemment touristique. Depuis trois ans, des échanges se font avec Chamonix, pour diversifier les offres de balade en montagne. Des randonnées au départ des Plans sur Bex permettent de faire le tour des Muveran. Il s'agit donc bien d'entretenir un patrimoine.

Des travaux d'utilité publique

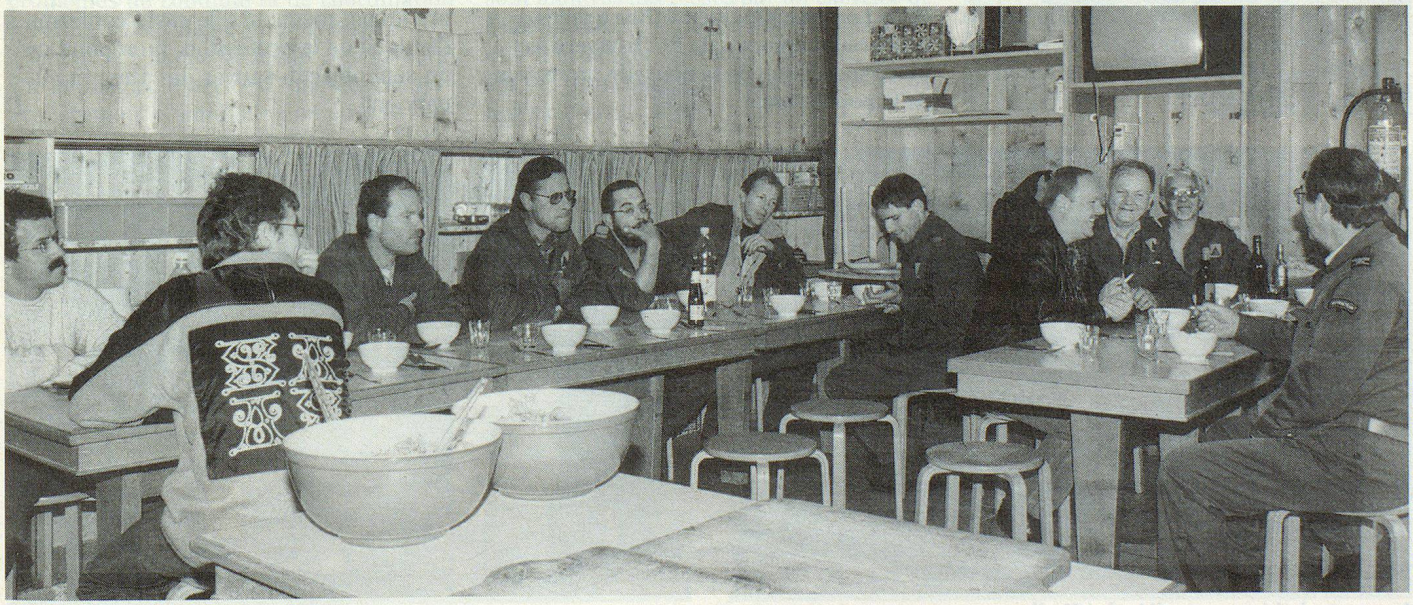
La première question qui vient à l'esprit du visiteur est celle de l'éventuelle concurrence que la PCi pourrait occasionner à des entreprises de la région. La réponse est finalement assez simple. Les travaux de rénovation peuvent sembler importants. Mais les entreprises consultées ne réaliseraient finalement pas un chiffre d'affaires suffisant à couvrir les frais, compte tenu de l'éloignement et de l'altitude des chantiers, ou alors nécessiterait un niveau d'investissement tel qu'il serait presque hors de portée des finances communales. Ainsi, les autorités communales ont finalement mandaté la PCi pour ces différents travaux au bénéfice de la bourgeoisie de Fully. Disons aussi que l'alpage est exploité par la bourgeoisie; il n'est pas loué à un ou des tiers.



On s'occupe de la poutraison de l'étable.

Pour l'essentiel, les travaux consistent à remettre en état le système de traite (remplacement des conduites et d'aspiration d'air), rénover des conduites électriques vieilles de plus de soixante ans, effectuer quelques travaux de menuiserie charpenterie dans les écuries et dans le chalet des bergers. Ajoutons à cela qu'une équipe s'occupe aussi de la sécurisation et de l'amélioration de quelques chemins pédestres. Une trentaine de personnes, dont pas mal de gens des métiers (serrurier, électricien, menuisier, etc.) concernés.

Pour les responsables de la PCi de Fully, ce genre de travail est intéressant parce qu'il permet d'utiliser non seulement une partie du matériel de la protection civile, mais encore de pouvoir user et exercer des compétences très différentes. Cette polyvalence va d'ailleurs bien dans le sens du projet de Protection de la population. Et c'est bien ainsi.



PHOTOS: RMINFO, CHEYBRES

Un des moments important de la journée.

Assemblée de l'AGPC

Au seuil du changement...

rm. Près de quarante membres ont suivi les débats de l'AGO de l'Association genevoise pour la protection des civils. Comme d'autres associations, l'AGPC se trouve à un carrefour et une commission planche sur son futur. Quant à Willy Loretan, président central de l'USPC, il s'est exprimé sur l'avenir de la protection civile.

Les activités de l'AGPC ont été fort nombreuses en 1999. Mais avant tout, Jean-Charles Dédo souhaitait rendre un dernier hommage à Willy Barthe, décédé le 7 novembre dernier. Pendant vingt ans, Willy a été le rédacteur du Bulletin de l'AGPC, indispensable lien entre les membres. Il était à la fois rédacteur, metteur en page et se chargeait même de la recherche publicitaire. Un des points fort de l'année a été le «retour» de l'AGPC à la Foire de Genève et dont le thème était consacré au développement du partenariat. Ce n'était pas un vain mot puisque dix associations ont participé et animé le stand pendant les dix jours de la Foire. Bien placé, ce stand a eu un joli succès.

Compte tenu des profondes modifications que va engendrer la mise en place du nouveau concept de protection de la population et qui place le partenariat au centre des préoccupations, l'AGPC a constitué une commission de travail. Il est question de se doter de nouveaux objectifs, de redéfinir le rôle de l'association, voire, en étudiant une éventuelle modification de sa raison sociale. Ce qui ne sera pas sans importance sur une nouvelle présentation du Bulletin.

Dans son rapport, Jean-Charles Dédo souhaite que l'on puisse trouver un terrain d'entente, on pourrait aussi dire un partenariat, entre la sécurité civile cantonale et les organisations de protection civile des communes et groupements de communes. Au chapitre des départs du comité, relevons celui d'Anne-Marie Wiblé, secrétaire, véritable centre névralgique de l'association.

Le message de l'USPC

Willy Loretan a tout d'abord relevé le fait que la PCi continuera à exister comme tel, sous l'égide de la nouvelle protection de la population. C'est d'autant plus important, souligne le président de l'USPC, qu'on pouvait avoir l'impression que la protection civile allait disparaître alors qu'elle est bel et bien ancrée dans la Constitution fédérale depuis des décennies. Forte de ses 16000 membres, l'USPC a réagi énergiquement et clairement contre les intentions de la direction du projet. Cette prise de position a trouvé grâce aux yeux du directeur du projet, l'ancien conseiller aux Etats bernois Peter Schmid. «Au même titre que les sapeurs-pompiers, les services techniques de communes, des villes, les samaritains, les organisations de service sanitaire, la PCi trouvera sa place sous le toit de la nouvelle protection de la population. D'autant qu'elle a eu l'occasion de démontrer son efficacité dans d'innombrables opérations que tout le monde a encore en mémoire. Pour tout cela il faut du monde, il faut des hommes, des femmes en nombre suffisant. Et qui remplit cette condition sinon la PCi dans la forme que l'on connaît bien.»

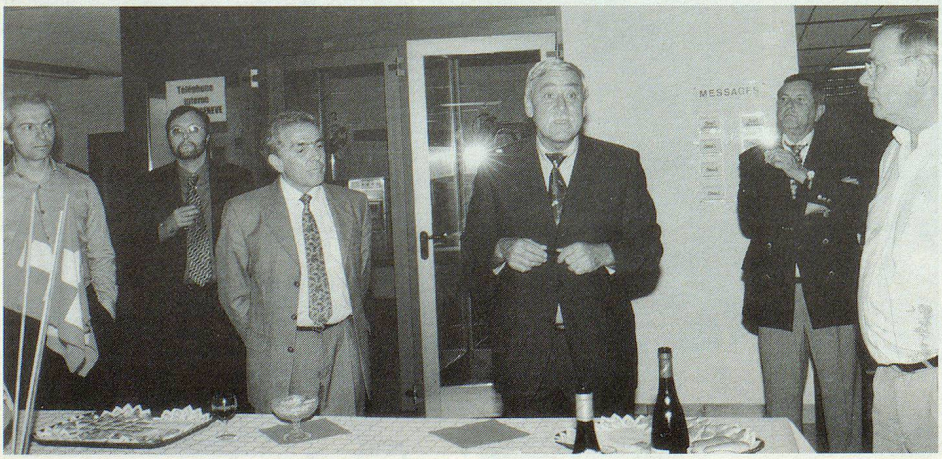
Willy Loretan: «Au même titre que les sapeurs-pompiers..., la PCi trouvera sa place sous le toit de la nouvelle protection de la population.»

Pour le reste, Willy Loretan a encore mis l'accent sur la nécessité de regrouper les différentes associations qui œuvrent dans le même «créneau». Quant à l'USPC, elle aussi se restructure et souhaite s'ouvrir à tous ceux qui participent à la future protection de la population.

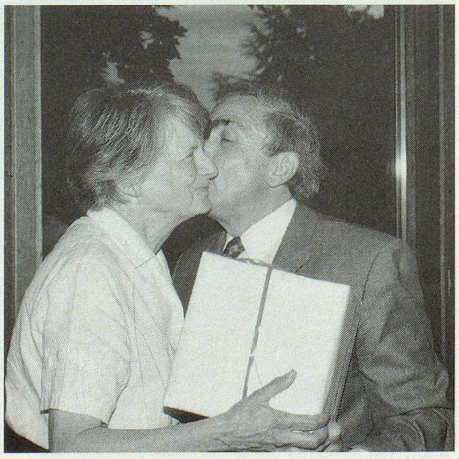
Guy Progin, au nom de la Sécurité civile du canton a relevé l'engagement de formations cantonales et de formations communales genevoises (240 personnes), pour aller prêter main-forte à la PCi du canton de Fribourg, canton qui a été fortement touché par l'ouragan Lothar. Enfin, cette année verra la concrétisation d'abri 2000, qui est en fait la gestion globale de la problématique de la mise à l'abri de la population, depuis l'obligation de construire jusqu'à l'attribution des places protégées.

Quant à André Christ, il a fait un rapide survol de l'avancement des travaux liés à la protection de la population.

Pour terminer cette assemblée le Dr Barthélémy Merzouga a fait un intéressant exposé sur la cellule médicale du corps suisse lors du tremblement de terre en Turquie 1999. Pour un médecin, habitué au confort des hôpitaux de nos régions, le contraste est plutôt brutal. La médecine qui y est pratiquée, même si elle reste conforme à l'éthique de la profession, ne répond qu'à un seul objectif: sauver des vies. Et elle y parvient.



Les mots de bienvenue d'André Hediger.



Anne-Marie Wiblé, fêtée comme il se doit.

PHOTOS: RM-INFO, CHEXBRES

Un scénario ambitieux

Le détachement «Coudriers» s'exerce

rm. Pour un exercice «mammouth» mettant en œuvre les 100 à 150 personnes de son détachement, les Coudriers avaient choisi la piste d'exercice d'Epeisses. Afin de renforcer ses échanges avec d'autres cantons, la Sécurité civile avait invité l'état-major du détachement catastrophe de La Chaux-de-Fonds, que dirige Claude Riesen, à suivre cet exercice.

Un chien au travail...

PHOTOS: RMINFO, CHEXBRES

Profitant de l'étendue des installations d'Epeisses, Louis Pigeon, chef du détachement des Coudriers n'a pas lésiné sur les moyens. Quelque vingt figurants ont été disséminés dans les décombres. Il s'agissait de rechercher les blessés avec l'aide des chiens de sauvetage. De dégager et d'accorder les premiers soins aux blessés. De constituer un nid de blessés, de consolider les ouvrages déstabilisés par une série d'explosions à l'origine de la catastrophe. Scénario ambitieux, puisque mettant en œuvre l'ensemble du détachement des Coudriers, ainsi qu'un groupe de chiens catastrophe et l'hélicoptère de la sécurité civile.

Un déroulement hésitant

Pour les cadres du détachement, cet exercice aura été riche d'enseignements. Dans l'ensemble, le scénario s'est déroulé comme prévu. Pourtant, les différents intervenants se sont rapidement heurtés à des problèmes de conduite et de coordination des différents groupes de sauvetage.
Il faut dire, à la décharge des concepteurs, que le village d'exercice d'Epeisses est particulièrement étendu et qu'on peut se sentir un peu «perdu». Ce qui explique la valse-hésitation de certains groupes de sauvetage. D'où l'importance d'un encadrement décidé, exerçant un commandement clair et précis. D'autant qu'il manquait l'élément angoissant qu'aurait pu induire le feu accompagné de quelques «explosions».
Par contre, du côté des chiens de sauvetage, pas d'état d'âme. Ils ont accompli un travail remarquable, tout à la fois rapidement et dans le calme.
Quant aux cadres du détachement catastrophe de La Chaux-de-Fonds, ils se sont montrés intéressés par un exercice de cette ampleur. Ils n'ont d'ailleurs pas manqué d'échanger quantités d'informations sur les procédures utilisées dans telles ou telles circonstances. ▲

... trouvera, trouvera pas!

L'état-major du détachement cata de La Chaux-de-Fonds.

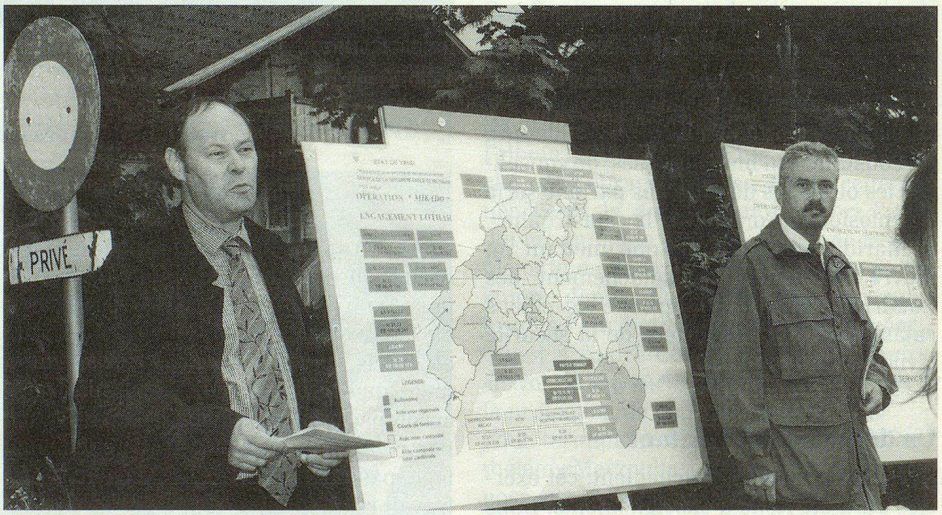
Louis Pigeon, C dét des Coudriers, explique le scénario.

«Aucune autre force ne serait capable d'effectuer ce travail-là.»

Opération «Mikado»

rm. Cette opération a été mise sur pied en réponse aux dégâts causés dans le canton de Vaud par le passage de l'ouragan Lothar et de son pendant Martin qui auront détruit pas moins de 680 000 mètres cubes de bois. Après les interventions d'urgence en appui des sapeurs-pompiers (200 jours de service), une opération de remise en état a démarré le 10 avril sur l'ensemble du territoire, en collaboration avec le Service de la forêt, de la faune et de la nature (SFFN).

Pierre Cherbuin du SFFN, Pierrette Roulet-Grin, préfet d'Yverdon, et Patrick Dériaz, CS sauvetage OPC d'Yverdon, à Clar Chanay, au-dessus de Cheseaux-Noréaz.



Eric Treboux, Covalbois, et Jean-Claude Mermoud, conseiller d'Etat, devant la carte des régions sinistrées.

Afin d'expliquer le rôle de l'intervention de la PCi, le Service civil et militaire du canton, par l'intermédiaire de l'Office cantonal de la PCi a dressé un bilan à l'intention des médias et organisé quelques visites de chantier.

Tout d'abord dans la région d'Yverdon en présence du préfet Pierrette Roulet-Grin et de Daniel Courvoisier, président du Comité directeur de la région, sous la conduite de Pierre-André Landry, chef OPC d'Yverdon, et de Pierre Cherbuin du SFFN.

Enfin, le lendemain, pour répondre à la demande de Jean-Claude Mermoud, conseiller d'Etat, chef du Département de la sécurité et de l'environnement qui souhaitait se rendre compte de l'état d'avancement des travaux dans le Pays-d'Enhaut, région particulièrement touchée.

Mais commençons par le commencement. Pour faire face à l'ampleur des dégâts une cellule de crise (Chablis VD) dirigée par le SFFN a été constituée. Elle coordonne les demandes des régions et les interventions de la PCi dans les différentes régions du canton. Quant au choix des chantiers d'intervention proprement dit, ils sont le fait des responsables forestiers des zones concernées. Ces choix sont, dans un certain nombre de cas, dictés par des raisons de prévention contre des attaques phytosanitaires pour les années à venir. Comme on le voit, il ne s'agit donc pas simplement de nettoyer et de remettre en état des zones dévastées, mais aussi de préserver la forêt saine et de favoriser le reboisement naturel.

Pour mémoire, les régions les plus touchées sont celles d'Aigle, Avenches, Echallens, Lausanne, Lavaux, Moudon, Orbe, Oron, Payerne, Pays-d'Enhaut, la Vallée, Vevey et Yverdon.

Selon de récentes estimations, la phase de remise en état va nécessiter l'engagement de plus de 2000 personnes pendant environ 11 000 jours pour l'année 2000. Chaque région intervient bien sûr dans la sienne, même si l'ensemble des régions prêtera main-forte à l'ensemble du canton. Cependant, l'ampleur des dégâts est telle que des demandes ont été faites au canton du Valais. Ainsi, les OPC de Sierre, Sion, Fully, Vall d'Illiez et de Monthey apporteront leur aide pour des interventions dans la région du Pays-d'Enhaut.

Sur le terrain

Un constat réjouissant exprimé par Jean-Claude Mermoud, conseiller d'Etat, est le rôle joué par la protection civile: «La PCi a fait un réel effort et il convient de saluer cette aide et cette disponibilité. Par rapport aux différentes forces de sécurité qui composent notre pays et notre canton, l'importance et le rôle que joue cette structure complémentaire dans le système de sécurité, démontre que les organismes d'urgence ont besoin de la PCi pour les interventions à moyenne et longue durée. Aucune autre force ne serait capable d'effectuer ce travail-là.»

De relever encore que les 11 000 journées de service représenteraient plusieurs millions de francs s'il avait fallu faire appel à des professionnels. De plus, sans compter le problème du financement, il aurait sans doute été difficile de trouver et de former le personnel nécessaire.

Jean-Claude Mermoud s'est aussi félicité que sur les 680 000 m^3 de bois détruits, six mois plus tard, ce ne sont pas moins de 425 000 m^3 qui ont pu être exploités. Ce succès est dû au travail intense fourni par les forestiers aidés par la PCi.

La coopérative Covalbois, créée pour organiser et assurer le stockage et la vente groupée des produits forestiers à ses membres a connu un réel succès. A ce jour, elle compte 368 membres dont l'Etat de Vaud, 175 communes et 192 autres membres, re-

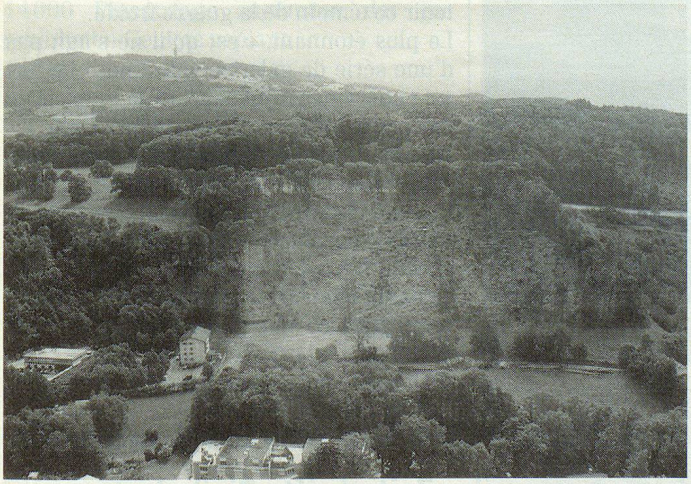
Un site dévasté du côté des Mosses.

Où l'efficacité ne le cède en rien à la «poésie» (sculpture réalisée à la tronçonneuse).

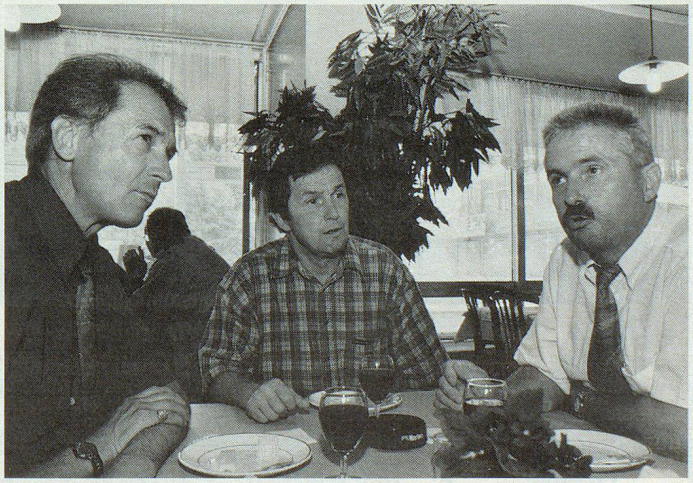
PHOTOS: RM-INFO, CHEXBRES

Un travail de fourmi...

Concerto pour une chaîne de tronçonneuse.



Exemple d'une trouée typique causée par «Lothar». Ici à Puidoux-Chexbres sur la Riviera vaudoise.



Réception des autorités de Leysin: Olivier Durgnat, chef du SCM, Michel Barroud, municipal de Leysin, et Jean-Claude Mermoud.

présentant toutes les régions touchées par «Lothar». Ainsi que l'a souligné le président de Covalbois, Eric Treboux, le prêt sans intérêt de 15,5 millions de francs alloué par le Grand Conseil, a déjà permis de verser 6,5 millions de francs à ses membres (propriétaires publics ou privés), pour faire face à leurs problèmes de trésorerie et poursuivre les travaux de façonnage sans devoir brader les bois à vil prix. Notons aussi que 80000 mètres cubes de bois ont été vendus au cours du premier semestre. Soixante mille le seront prochainement, volume qui se situe dans la moyenne annuelle. Par contre, le prix de vente a chuté de 40% par rapport à 1999. Enfin, le Département de la sécurité et de l'environnement met à disposition, sur son site Internet (www.des.vd/forets/Lothar/index.html), des informations détaillées et actualisées.

Sortie de la rédaction

Sur le chemin de l'Institut agricole du Jura

rm. Pour sa traditionnelle sortie d'été, la rédaction de *Protection civile* a choisi de se rendre dans le Jura. Plus précisément à Courtemelon, sur le territoire de la commune de Courtételle.

C'est dans le cadre de l'Institut agricole du canton du Jura que la rédaction a tenu séance. Celle-ci a permis de préciser certaines options et orientations que compte prendre le futur *Journal*. Sans préjuger des décisions que prendront les membres du comité central, le premier numéro dans sa nouvelle livrée devrait paraître en janvier 2001. Mais cela aura été surtout l'occasion de renforcer les liens de l'USPC avec le Service cantonal PCi du canton du Jura. De mieux comprendre aussi les difficultés auxquelles se heurte ce «jeune» et dynamique canton. C'est Jean-Paul Fleury, instructeur cantonal, qui dressera un tableau réaliste de l'organisation de la PCi dans le canton. Même s'il donne l'impression d'être un peu en retard, par rapport aux autres cantons romands, la plupart des OPC sont constitués et opérationnels. Et puis, cerise sur le gâteau, le Bureau cantonal s'est dit ouvert à offrir son aide pour la constitution éventuelle d'une Section jurassienne de l'Union suisse.

L'Institut agricole de Courtemelon est chargé du développement régional et rural par le biais de cours professionnels et autre apprentissage agricole jusqu'à la maîtrise fédérale. Il traite de tous les problèmes de la gestion des entreprises agricoles et des associations professionnelles. L'Institut est très actif dans tout ce qui touche à l'économie familiale et aux relations entre l'alimentation et la santé.

Et puis, pourquoi ne pas le dire: la gentillesse et la chaleur de l'accueil ne sont dépassées que par la qualité de la cuisine qu'on y mijote. La qualité des plats qui y sont servis est digne d'une grande table. Alors, si votre route vous conduit à Delémont, faites le détour (4 km). Le restaurant accueille le public en semaine.

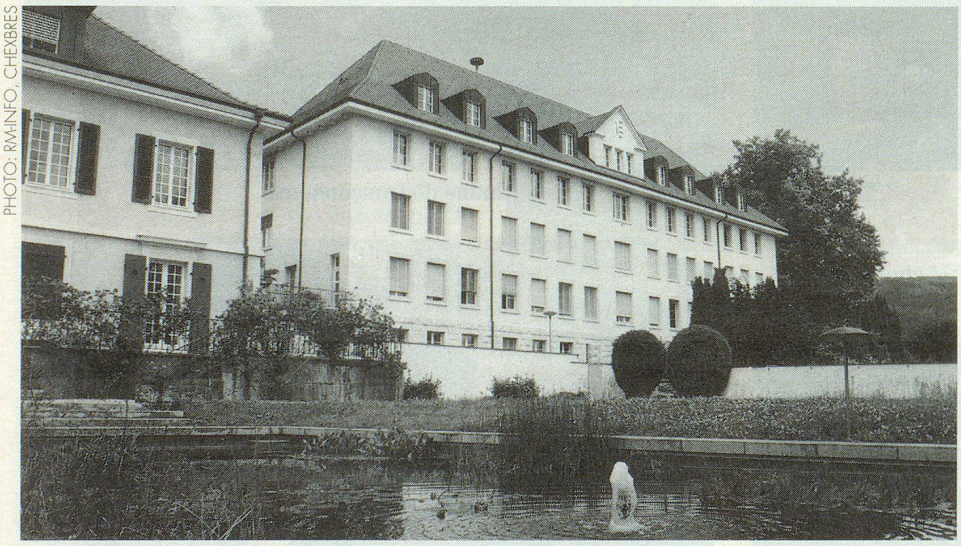


PHOTO: RMINFO, CHEXBRES

L'Institut agricole jurassien à Courtemelon.

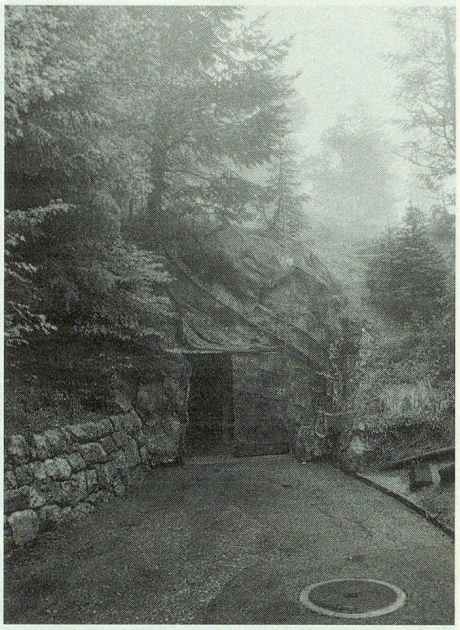


PHOTO: RMINFO, CHEXBRES

L'entrée du fort de Champex.

Une assemblée sous les Alpes (?)

rm. La section valaisanne de l'USPC organise sa prochaine assemblée générale le vendredi 20 octobre 2000 à 16 h 45.

En dehors des travaux propres à une assemblée, l'originalité tient au fait que celle-ci se tiendra à l'intérieur du fort d'artillerie de Champex. Il y a peu encore, ce site était secret. Il est maintenant propriété d'une association qui s'est donné pour but d'entretenir ce témoin de la guerre froide.

Le plus étonnant, c'est qu'il ne s'agit pas d'une série de galeries vides; non. Le fort est entièrement aménagé, de la batterie de cuisine à l'infirmerie, en passant par les canons et tout le système de ventilation. Bref, tel qu'il a été laissé lorsque l'armée l'a cédé. Etonnant pour certains, désuet et inutile pour d'autres, il ne laisse pas indifférent. Il vaut largement le détour pour ceux qui s'intéressent à l'histoire de notre pays; pour les autres aussi.

Als Mitglied des Schweizerischen Zivilschutzverbandes erhalten Sie die Zeitschrift «Zivilschutz» gratis nach Hause geliefert!

Verlangen Sie doch ganz einfach einige Probenummern der Zeitschrift «Zivilschutz» sowie Unterlagen über den Schweizerischen Zivilschutzverband.

Coupon einsenden an: SZSV, Postfach 8272, 3001 Bern

Name: Vorname: Telefon:

Strasse, Nr.: PLZ, Ort:

❒ Ja, ich möchte einige Probenummern der Zeitschrift «Zivilschutz» sowie Unterlagen über den Schweizerischen Zivilschutzverband.